

François Hartog

« Nos hommes politiques sont prisonniers de la tyrannie du présent. »

Propos recueillis par Pascale-Marie Deschamps. Photos : Thierry Ledoux

Enjeux - La France paraît figée dans l'attente de l'élection présidentielle de 2007 sans que se dessine la moindre perspective d'avenir. Sommes-nous définitivement fâchés avec le futur ?

François Hartog - L'attente de 2007 provoque, en effet, une sorte de temps d'arrêt. Chacun se dit que plus rien ne se produira d'ici là et se place dans cette perspective, ce qui accentue cette expérience de temps immobilisé et d'une France elle-même immobile alors qu'autour d'elle le monde bouge et bouge plus vite. Mais cet effacement et cette crise de l'avenir, désormais perceptibles par tous, sont plus anciens. Les premiers signes remontent aux années 70-75. Ce n'est pas l'avenir en

tant que tel qui s'est effacé - chacun sait bien qu'il y aura un demain et un après-demain - mais l'avenir comme promesse de lendemains meilleurs, comme ce vers quoi il fallait aller et même se dépêcher d'aller.

Si nous ne sommes plus guidés par une perspective d'avenir, quel est notre horizon ?

F. H. - Nous vivons une crise de cette articulation entre le passé, le présent et le futur, ces trois instruments de perception du temps communs à toute société humaine. Selon qu'une société met l'accent sur le passé, le futur ou le présent, l'expérience du temps qui s'en trouve exprimée n'est en effet pas la même. En l'occurrence, nous sommes en train de passer d'une époque com-

mandée par le futur à une autre commandée par le présent. Globalement, de la Grèce antique à la Révolution française, nos prédécesseurs vivaient dans un régime de temporalité dominé par le « passé » : pour comprendre ce qui leur arrivait au présent, pour se guider, ils se tournaient d'abord vers le passé. C'était l'époque de « l'histoire maîtresse de vie » et des « leçons de l'histoire ». La lumière, l'intelligibilité, l'exemplarité venaient du passé. La Renaissance, par exemple, qui fut aussi une période de crise de rapport au temps, convoque l'Antiquité, ses monuments et ses auteurs, pour rompre avec « l'obscurantisme du Moyen Âge » et élever son présent à la hauteur de la grandeur passée d'Athènes et de Rome.



Spécialiste de la Grèce antique (il a été l'élève de Jean-Pierre Vernant), François Hartog, 59 ans, est directeur d'études à l'EHESS. Il vient de publier *Anciens, Modernes, Sauvages* (Galaade Editions). Il est notamment l'auteur de *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps* (Seuil) et avec Jacques Revel *Les Usages politiques du passé* (EHESS).

Ce régime de temporalité a pris fin avec la Révolution française. Progressivement, le futur s'est trouvé investi du rôle dévolu jusque-là au passé. Dès lors, le présent est éclairé et guidé par le futur. Le grand mot d'ordre devient la « perfectibilité » puis le progrès dont la Révolution française est la manifestation la plus claire et, au xx^e siècle, la révolution communiste, la manifestation la plus extrême. C'est ce régime futuriste qu'on voit se dénouer à son tour depuis les années 70 pour ouvrir, de nos jours, sur ce que j'appelle le « présentisme ».

Qu'est-ce qu'une société qui vit au présent et rien qu'au présent ?

F. H. – C'est une société plongée dans un présent qui s'est dilaté au point d'absorber le futur et le passé. Avec les principes de responsabilité et de précaution, le présent préempte un futur jugé désormais comme menaçant. Nous appliquons ces principes pour empêcher ou retarder la catastrophe dont nous sommes responsables et qui s'avance vers nous : le futur n'est plus ce vers quoi il faut aller, il est au contraire une perspective qu'il faut au maximum retarder. La convention de

l'Unesco sur le patrimoine naturel et culturel de 1972 en est un marqueur symbolique : la reconnaissance de l'environnement comme patrimoine ne s'est pas faite au nom d'un passé exemplaire mais au nom du futur, d'un futur menaçant.

Ne serions-nous pas plutôt devenus passéistes avec cette propension à commémorer à tout va, à tout muséifier et à revendiquer la reconnaissance de « mémoires » ?

F. H. – Non, ces phénomènes sont en fait un autre trait du présentisme. Dans le même mouvement de dilatation, le

présent absorbe aussi le passé avec ce que l'on appelle le devoir de mémoire, cette dette envers les catastrophes du xx^e siècle et ces revendications mémorielles qui ont fait l'actualité de ces derniers mois. D'où une confusion fâcheuse entre histoire et mémoire. On avait déjà un institut d'histoire du temps présent, on parle maintenant d'une « Fondation de la mémoire ». Or la mémoire est du passé que l'on convoque dans le présent de manière sélective. Ce n'est pas de l'histoire, mais une construction historisée. Et non pas, comme le ferait l'histoire, pour comprendre le passé en tant que tel mais pour que l'individu, à partir du présent qui est le sien, puisse constituer son identité, se repérer et se faire reconnaître dans ce présent, parce qu'il estime ne pas l'être comme il convient.

N'a-t-on pas toujours fait appel au passé pour se situer dans le présent ?

F. H. – Si, mais le procédé actuel est différent. La mémoire invoquée ici n'est plus la mémoire traditionnelle, celle que les parents transmettaient à leurs enfants, parce que justement il n'y a pas eu transmission : ce fut le silence des survivants des camps d'extermination, le silence de ceux qui y ont été mêlés, les silences de la République sur cette cas-

un vague succédané d'éternité, et vous avez tous les symptômes du présentisme, d'une tyrannie du présent.

Que devient la politique dans une société commandée par le présent ?

F. H. – Nos hommes politiques sont presque une caricature du présentisme. Leur agenda est entièrement mobilisé



festé réglait le problème et que l'on pouvait ensuite passer à autre chose. Un avion s'écrase, la catastrophe est mise en scène à la télévision avec présence d'un ministre, voire du président de la République, et les victimes sont en quelque sorte sommées de faire leur travail de deuil le temps du reportage, quand précisément ce travail demande du temps. Tout ce rapport au passé immédiat doit se faire sur l'affectif, en direct, de telle sorte qu'il n'y ait aucune prise de distance. Enfin, les politiques ne raisonnent plus que par segmentation de clientèles et légifèrent en conséquence, avec des articles, comme on l'a vu avec la loi sur les rapatriés et les harkis, destinés à satisfaire « la mémoire » de tel ou tel segment de la population.

Jusqu'ici, nos hommes politiques ont su mobiliser l'histoire pour donner du sens aux sociétés qu'ils dirigent. Pourquoi ne savent-ils plus le faire aujourd'hui ?

F. H. – On peut certes donner acte au président de la République quand il dit qu'il revient aux historiens d'écrire l'histoire mais les historiens n'ont jamais eu le monopole du passé, surtout en France. Sous la monarchie absolue, les historiographes, comme on les appelait à l'époque, étaient avant tout chargés d'écrire l'histoire du roi, les hauts faits des Francs. Puis quand la nation se substitue à la royauté, l'historien au xix^e siècle, incarné par Ernest Lavisse, « l'instituteur de l'histoire de France », devient principalement l'historien de la nation, avec tous les enjeux politiques qui y étaient liés. Puis vient la critique des années 20 et l'école des Annales qui ouvre le champ de l'histoire économique et sociale et marginalise l'histoire nationale. Celle-ci revient sur le devant de la scène à partir des années 80 non plus comme histoire de France mais de la France. C'est l'ambition des *Lieux de mémoire* de Pierre Nora, une histoire non plus organisée selon des développements majestueux

Les technologies de l'information engendrent de l'immédiateté qui permet au présent de se regarder lui-même comme déjà passé.

tastrophe puis sur la colonisation et l'esclavage, etc. Tout cela n'a pas été transmis. C'est pourquoi ces revendications mémorielles sont liées aux questions d'identité. Enfin, et c'est le troisième trait de cette domination du présent, la globalisation et les technologies de l'information engendrent un phénomène d'immédiateté qui permet au présent de s'autocommémorer, de se regarder lui-même comme déjà passé, presque avant même d'être passé. L'exemple le plus frappant en a été l'attentat du 11 septembre 2001 dont les images ont fait le tour du monde des heures durant : un événement en train de se passer, présenté déjà avec le regard que la postérité pourrait en avoir. Ajoutez le jeunisme, ce refus de vieillir de sociétés vieillissantes, qui donne l'impression de vouloir arrêter le temps pour rester dans un présent éternel qui serait

par l'instant, sans la prise de distance au présent que permet un rapport sain au passé et au futur. Comme ils ne peuvent plus, vis-à-vis du passé, avoir recours à l'utilisation exemplaire des « leçons de l'histoire », ils se servent de la commémoration comme substitut. Depuis la célébration du bicentenaire de la Révolution, qui à cet égard a marqué un tournant, le phénomène ne cesse de s'amplifier et de s'accélérer – on commémore tout, jusqu'au passé immédiat, de même que tout devient patrimoine – avec la télévision pour mettre en scène de ces nouvelles dramaturgies.

Vis-à-vis des événements, ils sont pris au piège d'une économie médiatique et de sondages qui exigent d'eux d'être proches et de manifester, tout de suite, leur présence compassionnelle, avec tous les dérapages que cette hyperréactivité engendre. Comme si s'être mani-

depuis Vercingétorix ou Saint Louis, mais éclatée et surtout qui ne s'éclaire plus de la nation. Autrement dit, qui n'est plus futuriste. Car l'histoire de la nation, comme celle d'ailleurs du peuple et du prolétariat, était une histoire futuriste ; on parlait d'une nation déjà là au départ et que l'on suivait jusqu'à son accomplissement. Tout ces grands modèles habités par le futurisme ont perdu prise et l'historien aussi a perdu de son assurance. Peut-il encore écrire une histoire nationale ? Ne devrait-il pas plutôt écrire celle de l'Europe mais comment ? Ne serait-ce pas même alors une histoire mondiale ? Autant d'interrogations qui ont partie liée avec la remise en question de la perspective du futur.

Toutes les sociétés subissent-elles aussi cette dictature du présent ?

F. H. – La France et l'Europe occidentale très clairement. L'Europe orientale et l'Amérique latine aussi mais avec des nuances. Les Etats-Unis, eux, ont toujours été à la fois futuristes et présentistes. Futuristes au sens où ils se vivent historiquement comme la nation biblique, et présentistes car ils forment une société où tout bouge tout le temps. Cela dit, ils connaissent les peurs liées à la globalisation et par conséquent à l'avenir : terrorisme, déclin des industries traditionnelles, fragilisation des agriculteurs. Mais dans d'autres pays, les problèmes ne se posent pas en ces termes. En Chine, par exemple, cette question du rapport au temps ne signifie rien. Les Chinois ont une perception positive de la globalisation qui, malgré les injustices et les inégalités qu'elle engendre, signifie pour eux développement. Et tout ce qui valorise le présent – le temps réel des technologies – leur paraît très bien.

Comment peut-on desserrer l'étau de cette tyrannie du présent et sortir de cet immobilisme qu'il engendre ?

F. H. – C'est toute la question. Est-ce qu'on peut vivre et agir dans un présent qui prétend imposer sa loi au passé et au futur et n'être que sa propre référence ? Est-ce tenable pour des sociétés qui prétendent vivre démocratiquement ? Si cette tyrannie du présent n'est pas qu'un phénomène transitoire, il va falloir apprendre à vivre de manière « positive » un nouveau rapport au temps de sorte qu'il devienne actif et que nous sortions de cette impression d'immobilisme. Ce qui nécessite alors de réintroduire les dimensions du passé et du futur, c'est-à-dire de la distance.

Mais de telle sorte que ni le passé, ni le futur, ni même le présent n'exercent de tyrannie. On a vu ce que pouvait donner le futurisme quand celui-ci devient un absolu tel que la société y sacrifie son présent. N'essayons pas non plus de réactiver, comme certains l'ont tenté, un passé « exemplaire ». Ces époques révolues n'accorderaient pas non plus beaucoup d'importance au présent.

Le retour du fondamentalisme religieux est-il une tentative, aussi désastreuse soit-elle, d'échapper à cette tyrannie du présent ?

F. H. – Je ne le pense pas. Le fondamentalisme religieux est au contraire une manifestation extrême du présentisme, pour partie issue de la remise en question des modèles futuristes qui ont conduit aux échecs associés à l'Occident. Son présentisme s'exprime par l'usage qu'il fait des nouvelles technologies mais aussi par les textes de Ben Laden : ils sont lus comme des textes du Prophète, comme si plus rien ne distinguait passé et présent. De même, si les fondamentalistes invoquent le passé dans l'idée d'en revenir aux temps mythiques des fondateurs, la perspective est bien vague. Enfin, l'horizon dans

lequel ils s'inscrivent n'est pas celui du futur : se faire sauter par une bombe n'est pas vraiment destiné à instaurer une société radieuse sur terre.

Est-ce que cette façon de sanctuariser le passé (mémoires, patrimoine) et le futur (principes de responsabilité et de précaution) ne serait pas aussi une manière de dresser l'inventaire de l'humanité telle que nous la connaissons avant de basculer dans ce que certains appellent le « posthumain », une humanité clonée et biotechnologisée ?

F. H. – C'est une question bien présentiste ! Non, je ne le crois pas du tout. Ce serait en fait très présomptueux de nous donner ainsi une telle importance. Comme si nous étions des êtres exceptionnels dont nous verrions les derniers gestes avant de basculer dans autre chose. Je pense plus modestement que nous sommes dans un moment de crise de l'ordre du temps qu'il s'agit de comprendre. Il nous revient à chacun, en tant que citoyen, d'y faire quelque chose. C'est en cela que je crois à la démocratie. Nous ne sommes pas condamnés à attendre en fumant une cigarette au bord de l'abîme. ●